

LABAT, Séverine. *Les islamistes algériens. Entre les urnes et le maquis*. Paris, Éditions du Seuil, 1995, 347 p.

Houchang Hassan-Yari

Volume 28, numéro 3, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703796ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703796ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hassan-Yari, H. (1997). Compte rendu de [LABAT, Séverine. *Les islamistes algériens. Entre les urnes et le maquis*. Paris, Éditions du Seuil, 1995, 347 p.] *Études internationales*, 28(3), 657–659. <https://doi.org/10.7202/703796ar>

de dissuasion d'une menace militaire externe, qui tout au plus se sert du mécontentement intérieur pour déstabiliser l'adversaire (la Libye et les événements de Gafsa en 1980).

Ceux qui connaissent l'ouvrage important rédigé par Nicole Grimaud sur la politique étrangère de l'Algérie (*La politique extérieure de l'Algérie, 1962-1978*. Paris, Karthala, 1984) retrouveront dans cette étude sur la politique de sécurité de la Tunisie des aspects familiers. Dans les deux cas, il s'agit avant tout d'une étude monographique, d'une histoire contemporaine détaillée, plutôt que d'un ouvrage de science politique ayant des prétentions théoriques ou scientifiques. L'auteure cherche avant tout à présenter une étude aussi exhaustive que possible de son sujet, plutôt que de chercher à démontrer une thèse. Pour rédiger son ouvrage, Nicole Grimaud a effectué des entrevues et a eu accès à des archives. Ce travail minutieux de recherche se reflète dans le traitement de nombreux aspects de son sujet. Sur la crise de Bizerte de 1961, sur les nombreuses tensions avec la Libye et sur les relations militaires entre la France et la Tunisie, Nicole Grimaud présente l'analyse la plus complète et mesurée que l'on puisse trouver.

Malgré son approche monographique, ce livre devrait retenir l'intérêt des chercheurs au-delà du cercle restreint des spécialistes régionaux. En effet, l'ouvrage de Nicole Grimaud illustre bien les dilemmes de sécurité (selon une conception traditionnelle) d'un petit État du Tiers-Monde.

Thierry GONGORA

Chargé de recherche  
IQHEI

### Les islamistes algériens. Entre les urnes et le maquis.

LABAT, Séverine. Paris, Éditions du Seuil, 1995, 347 p.

La tragédie qui secoue l'Algérie, pays martyr, de façon plus brutale depuis le coup d'État de janvier 1992 suspendant le processus électoral, frappe tous les pays arabes, certes à des degrés différents, leur posant ainsi une question fondamentale : Comment procéder, si cela est inévitable, à la démocratisation de l'État sans remettre en question le fondement même du régime politique en place ? L'Algérie d'aujourd'hui n'a pas réussi à enterrer ses contradictions post-indépendance et à se libérer de la dualité déchirante de l'ère coloniale : appartenance à la sphère culturelle française (et par extension « occidentale » ?), présentée par « élites occidentalisées », et « élites réformistes arabophones », issues des universités moyen-orientales. Les hauts gradés de l'armée appartiennent au premier groupe, tandis que les militants de la mouvance islamiste font partie du deuxième.

Même si les islamistes faisaient partie de la résistance contre le colonialisme français (entre autres Abassi Madani, chef du FIS, a participé à l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre 1954), c'est le FLN qui va accaparer le pouvoir et écarter les autres. La naissance des mouvements islamistes dans les années 70 (p.22) est une réponse directe de l'échec du « modèle de développement algérien » et l'expansion spectaculaire de la corruption à l'échelle nationale ainsi que le clientélisme flniste. C'est au cours des années 1980 que le jeune Ali Benhadj et

A. Madani mettent sur pied le Front islamique du salut, mouvement hétéroclite dont « les courants se dessinent dans les milieux sociaux, culturels et géographiques hétérogènes ». (p.75)

L'ouvrage montre combien la situation complexe des mouvements islamistes échappe au regard hâtif et simpliste de l'« analyse » journalistique. L'opposition islamiste, diversifiée, groupant plusieurs formations souvent ne partageant pas la même interprétation de l'Islam appliqué, parfois contradictoires, s'organisait essentiellement à travers des réseaux de mosquées et d'associations de bienfaisance. Ce sont exactement ces « facilités » qui feront de l'islamisme, à partir de 1988, un élément central de la vie politique algérienne. (p. 90) Le 18 février 1989, une partie des leaders de la mouvance islamiste annoncent la création du Front islamique du salut (FIS).

La deuxième partie, « Le choix du légalisme », composée de cinq chapitres, étudie les stratégies mises de l'avant par différents mouvements islamistes pour la prise du pouvoir. Concernant les modalités pratiques de cette entreprise, l'auteur identifie deux tendances : « Tandis que les uns se rallient à l'idée que la levée des obstacles à l'édification de l'État islamique passe inéluctablement par la violence, les autres, conscients de la nécessité de ne pas heurter l'armée de front, adoptent une attitude prudente. » (p.105) Au cours de la période de son existence légale, le FIS joue le jeu politique et participe aux élections législatives (26 décembre 1991). Avec quarante-sept pour cent des suffrages exprimés, il frôle la majorité absolue

en remportant 188 des 430 sièges à pourvoir. Malgré les assurances du FIS au lendemain du premier tour des législatives sur ses intentions politiques, une partie de l'intelligentsia francophone qui estime avoir le plus à craindre de l'arrivée au pouvoir des islamistes et certains pays étrangers, rappelant l'exemple de la révolution islamique en Iran, commence à paniquer, même si le « mouvement islamiste, né en Algérie, (était) propre à l'Algérie, (et) fruit d'une culture, histoire que l'on ne peut pas répéter ailleurs dans la Terre de l'Islam ». Ce contre argument facilitera la tâche des putschistes d'Alger qui mettront fin au processus démocratique « pour sauver l'Algérie ». En fait, les militaires et leurs alliés civils sont préoccupés par l'affaire des vingt-six milliards de dollars – des sommes détournées par le pouvoir – qui hante les consciences ; ils savent qu'il faudra un jour ou l'autre rendre des comptes à la nation. (p.224)

Le coup d'État de janvier 1992 et l'arrestation des modérés du FIS renforcent la position de ceux qui au sein du mouvement islamiste n'ont jamais cru à la stratégie électorale de Madani et Benhadj. « À la voix des urnes, « bâillonnée » par l'armée, se substitue la voix des armes, préconisée par les cadres subalternes du parti (FIS) marginalisés par la stratégie électorale dont une partie va fournir les premiers bataillons des groupes armés. » (p.126) La lutte armée met en œuvre une logique alternative. (p.220) L'auteur affirme que la *voie politique* choisie par le FIS cherchait l'intégration des exclus dans la société civile et « loin de constituer un refus de la modernité, (reproche souvent fait à la

révolution iranienne), le vote en faveur du FIS représente, au total, une des modalités d'accès à la modernité ». (p.182)

Pour ne pas perdre tout contrôle sur le mouvement islamiste et ne pas laisser le champ libre aux Groupes islamiques armés (GIA), « constellation de groupuscules informels, dont les noyaux accueillent les anciens combattants des maquis afghans » (p.238), les leaders du FIS fondent l'Armée islamique du salut (AIS). Avec l'intensification de la répression, ces Groupes armés de diverses obédiences, formés pour résister aux atrocités des militaires, échappent à tout contrôle du FIS/AIS. Les opérations les plus spectaculaires sont aujourd'hui l'œuvre de ces groupes qui ne cherchent que la fin du régime par la violence. Les généraux « éradicateurs » et « réconciliateurs » qui voulaient isoler les dirigeants du FIS ont créé une dynamique qu'ils ne peuvent plus contrôler et sacrifient l'intérêt national sur l'autel des intérêts personnels. Une fois de plus, le peuple algérien, déchiré entre les nécessités de survie et le désir de liberté, devient l'otage de caprices des politiques. Dans cette tragédie, « certaines familles adoptent en effet la survie qui les conduit à « placer » un fils dans chacun des deux camps afin, quelle que soit l'issue du conflit, d'obtenir la protection du vainqueur. Cette proximité explique le caractère « intime » d'une violence qui, désormais, n'épargne aucune famille algérienne ». (p.263) L'ouvrage de S. Labat est l'histoire vécue des individus, les sans voix, exclus, marginalisés, les victimes réelles de la tragédie quotidienne qui frappe l'Algérie.

La troisième partie, « L'épreuve de la violence politique », qui étudie les lendemains du coup d'État de janvier 1992, est suivie par la conclusion où l'auteur conçoit trois scénarios : « celui, d'un approfondissement de la guerre civile ; celui, de type « iranien », d'une alliance entre militaires et islamistes, avec ce qu'une telle configuration implique, en termes d'exclusion de pans entiers de la société ; celui enfin, plus optimiste, qui, à l'exemple de ce qui s'est produit en Jordanie, permettrait, sur la base du respect de sa part de « lignes rouges » non négociables, de réintégrer le FIS à un jeu politique institutionnel, condition indispensable à la réalisation du projet démocratique et fédérateur qui fait tant défaut à l'Algérie ». (p.299)

L'ouvrage de S. Labat, fruit d'une recherche intense et louable menée dans plusieurs pays où elle a rencontré les dirigeants islamistes, en exil ou en clandestinité, est un excellent document qui a, outre une chronologie et un glossaire, plusieurs cartes comparatives illustrant les régions qui ont voté pour les islamistes, le FLN et le FFS, ainsi que les régions où les différents groupes armés tiennent tête à la répression militaire. Malgré la complexité du cas étudié et la multitude des intervenants, l'auteur réussit à présenter un tableau relativement clair de la situation algérienne ; son œuvre est équilibrée et exempte de préjugés.

Houchang HASSAN-YARI

*Collège militaire royal du Canada  
Kingston, Canada*